

CESER séance du 21/11/2011  
Contribution sur la conjoncture économique  
Intervention des groupes CGT et FSU

M. le représentant de l'Etat

M. le président du Conseil Régional / Mme la Vice Présidente du Conseil Régional

M. le président du CESER,

Mesdames et Messieurs,

En 2010, à cette même tribune, la CGT accompagnée d'une centaine de salariés en grève s'exprimait pour dénoncer une conjoncture économique et sociale dévastatrice et extrêmement difficile pour bon nombre de nos concitoyens alors que des dizaines de milliers de personnes manifestaient dans les rues de Toulouse, comme partout en France pour s'opposer à l'appel notamment de la CGT et la FSU, à la contre réforme des retraites imposée par N. Sarkozy et son gouvernement. Malheureusement 2011 est elle aussi une année de crise financière, mais surtout sociale : 8.2 millions de personnes vivent en France en dessous du seuil de pauvreté avec moins de 954 € par mois dont la moitié avec moins de 773 €, le chômage bat des records et il y a de plus en plus de travailleurs pauvres, mal logés et mal soignés.

Ce n'est pas noircir le tableau que de dire cela, la CGT et la FSU sont aux premières loges pour juger de la réalité de la situation.

La plupart des entreprises et des banques ont été aidées et renflouées par de l'argent public (750 milliards de fonds européens), cela montre bien l'échec d'un système incapable d'assurer une stabilité, ne serait-ce que financière. Cette crise systémique est le résultat de plusieurs décennies de politiques libérales qui ont fait le choix de préserver et d'accroître la rentabilité du capital au détriment de la valorisation du travail. En schématisant, on pourrait dire que le système privatise les profits et nationalise les pertes.

La CGT et la FSU exigent une autre répartition des richesses. En 2010 la part des salaires dans le PIB n'a cessé de diminuer alors que 210 milliards € étaient versés comme dividendes pour 182 milliards consacrés aux investissements. L'insuffisance des salaires et des retraites conduit au surendettement avec les développements que l'on sait. Les organisations d'aide aux plus démunis alertent sur la très forte augmentation des demandes. Retraités, salariés du privé comme du public, patrons de TPE / PME en faillite, artisans, agriculteurs, intérimaires, étudiants font maintenant partie des nouveaux pauvres. Les plus de 50 ans et les familles monoparentales, le plus souvent des jeunes femmes, sont parmi les plus touchés. Rappelons que ce sont eux qui subissent en premier le chômage.

Les diverses dispositions gouvernementales adoptées, soi-disant, pour réduire la dette du pays régleront-elles les problèmes ? Rien n'est moins sûr ! Par contre, elles instaurent encore plus d'injustice sociale et de précarité. Quelle aubaine et quel alibi pour les « fossoyeurs » de notre modèle social ! Pourquoi l'état ne parle-t-il pas des 16 milliards € que représente la fraude aux cotisations sociales réalisée par les entreprises ? En comparaison, la fraude médiatisée des particuliers représenterait 4 milliards €.

La création d'un « haut conseil au financement de la protection sociale » alors qu'en même temps le

MEDEF prône l'instauration de la TVA sociale et une hausse de la CSG en lieu et place des cotisations sociales est une véritable « bombe sociale ».

La CGT et la FSU s'expriment aujourd'hui devant les acteurs politiques, économiques et sociaux de la région. Il est de notre responsabilité à tous de définir et de mettre en œuvre une autre politique ambitieuse au service du développement, du plein emploi, de l'industrie et de la recherche.

Nous faisons 10 propositions pour sortir de la crise :

1. Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux
2. Contrôler les aides publiques aux entreprises
3. Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements
4. Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
5. Stopper les suppressions d'emplois
6. Développer les politiques publiques et les services publics
7. Réformer la fiscalité en profondeur
8. Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits
9. Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux
10. Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique

Le règne de la déréglementation est dépassé ! Vivre en société nécessite des règles, crée des droits mais aussi des devoirs, nous ne voyons pas pour quelle raison le monde économique devrait y échapper.

En Midi Pyrénées, plus de 459 000 personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté soit plus de 16 % de la population, dont plus de 100 000 travailleurs pauvres (chiffres 2010). Avec 9.4 % de chômeurs, notre région doit impérativement agir et notamment concrétiser au plus vite les propositions positives du schéma régional de développement économique (SRDE).

Pouvoir vivre et travailler dans tous les départements de notre région ne doit pas être un vœu pieux ! L'enthousiasme justifié du secteur de l'aéronautique autour de Toulouse ne doit pas cacher les problèmes dans les autres secteurs.

Concernant la situation environnementale, la catastrophe nucléaire survenue à Fukushima le 11 mars 2011 a rappelé douloureusement au monde le danger potentiel lié à ce mode de production d'électricité.

La France, grosse productrice d'énergie issue de l'atome, ne peut plus esquiver un débat national sur une sortie progressive du nucléaire. Il est clair qu'en la matière l'incantatoire ne sert à rien. Nous réitérons notre demande de débat public et démocratique afin que chacun puisse sereinement et objectivement se forger un avis sur la question.

La situation économique et sociale de notre pays mérite bien autre chose qu'un accord de coin de table de quelque parti que ce soit. Les salariés refusent de servir de monnaie d'échange dans un débat politicien qui ne servira in fine qu'à nourrir les extrêmes.

Seul un ensemble de solutions pragmatiques a quelques chances d'aboutir. A ce titre, les énergies

renouvelables - eau, air, soleil et autres - devraient être au centre d'une politique énergétique préservant notre indépendance et répondant aux besoins des populations. Pour la Cgt et la FSU, cette politique doit être mise en œuvre sous contrôle public et échapper ainsi aux spéculateurs de toutes sortes.

Nous rappelons que l'eau, l'air et l'énergie devraient être le bien inaliénable des peuples. L'exemple récent de l'arrêt de la tentative d'exploitation des gaz de schistes démontre que les citoyens ne sont pas prêts à accepter n'importe quoi en matière de production d'énergie.

La Cgt et la FSU apprécient la mise en œuvre des deux Schémas Régionaux, Climat Air Energie (SRCAE) et de Cohérence Ecologique (SRCE). Elles regrettent cependant qu'à l'instar d'autres schémas régionaux, ils ne soient pas prescriptifs.

Merci de votre écoute...